



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité



Service acheteur : Plate-forme commissariat ouest (PFC O) Division Achats Publics Bureau Achats de formation Quartier Foch - BP 22 - 35998 - Rennes cedex 9	SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044 (à utiliser pour la facturation électronique) SIRET PFC O : 130 015 407 00013 <i>(pour information)</i>
Service exécutant : Plate-forme commissariat ouest (PFC O) Division Finances - Bureau exécution - Section formation Quartier Foch/BP 22 - 35998 Rennes cedex 9. Code service exécutant (SE) : D0410U5035 (à utiliser pour la facturation électronique)	Comptable assignataire : Direction départementale des finances publiques du Finistère (DDFIP 29) 4 Square Marc Sangnier - CS 92839 29 228 Brest Cedex 2 ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr – 02.98.80.55.55
Points de contact : Procédure – suivi d'exécution : pfc-ouest-dap-bfo.charge-rel-entr.fct@intradef.gouv.fr Facturation – paiement : pfaf-co-bfin-fo.referent.fct@intradef.gouv.fr et Technique : fabien.guilmin@intradef.gouv.fr et bfsa-prepaops-acti3d.trait.fct@intradef.gouv.fr Médiation – correspondant PME : sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr	

MARCHÉ PUBLIC

FORMATION DE CONDUITE DYNAMIQUE EN VEHICULES AU PROFIT DE PERSONNELS DU MINISTERE DES ARMEES

code CPV : 80510000-2 Services de formation spécialisée

- | | |
|---------------------------|---|
| 1 ^{ère} partie : | Clauses techniques particulières |
| 2 ^{ème} partie : | Règlement de la consultation |
| 3 ^{ème} partie : | Clauses administratives particulières |
| 4 ^{ème} partie : | Engagement des parties |
| Annexes : | - 1 : bordereau de prix
- 2 : cadre de réponse
- 3 : RGPD
- 4 : Fiche d'évaluation
- 5 : Fiche incident |

Références :

- ⇒ procédure : **DAF_2023_000429**
- ⇒ marché¹ :
- | | |
|---------|--|
| Lot 1 : | N°2024 006 2024 XXX notifié le..... |
| Lot 2 : | N°2024 006 2024 XXX notifié le..... |
| Lot 3 : | N°2024 006 2024 XXX notifié le..... |
- ⇒ engagement juridique¹ :
- | | |
|---------|-----------------|
| Lot 1 : | EJ |
| Lot 2 : | EJ |
| Lot 3 : | EJ |

¹ Références complétées par le service acheteur après notification

1^{ère} partie - Clauses Techniques Particulières

Glossaire :

BPJEPS : Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport

MRZR : Version militaire du véhicule Polaris RZR

PTAC : Poids total autorisé en charge

Manœuvre PIT : Precision immobilization technique

VHL blindé : Véhicule blindé

SSV : Side by Side Vehicule (buggy)

I. Décomposition du projet de marché

Le projet de marché s'organise en trois lots :

Lot n° 1	Formation de conduite en motocyclisme, locations de circuits et de véhicules (motos, quads, SSV) au profit d'unités du Ministère des Armées (principalement le CAST)
Lot n° 2	Formation de conduite dynamique de véhicules sur circuit toutes surfaces au profit d'unités du Ministère des Armées (principalement le CAST)
Lot n° 3	Formation de conduite dynamique de véhicules sur plateforme toutes surfaces au profit d'unités du Ministère des Armées (principalement le BFSA)

II. Public visé

Ces formations ont pour but d'accompagner les forces spéciales françaises dans le cadre de la mise en condition des unités suivantes :

- 1^{er} Régiment de Parachutistes d'Infanterie de Marine (RPIMA) ;
- 13^{ème} Régiment de Dragons Parachutistes (RDP) ;
- 4^{ème} Régiment d'Hélicoptères des Forces Spéciales (RHFS) ;
- Centre Interarmées des Actions sur l'Environnement (CIAE) ;
- Commando Parachutiste de l'Air numéro 10 (CPA) ;
- Commandement des Actions Spéciales Terre (CAST) ;
- Brigade Forces Spéciales Air (BFSA).

III. Organisation des formations pour l'ensemble des lots

3.1 Livrables

Concernant le lot 1 : Le prestataire doit pouvoir juger, sous forme de contrôle continu, du niveau atteint par chaque stagiaire en fin de stage. Il délivre un diplôme qui spécifie le niveau atteint (débutant, maîtrise, expert).

Concernant les lots 2 et 3 : Le titulaire doit fournir à chaque stagiaire un support de cours papier et une attestation de stage à la fin de la période de formation.

3.2 Hébergement (PSE facultative)

Concernant les lots 1 et 2 : Si l'hébergement est fourni, il doit être sur le site de formation ou à proximité (30 minutes de voiture maximum).

Dans ce cas, les stagiaires doivent être logés en chambres collectives ou en chambres doubles.

Le titulaire n'a pas l'obligation de répondre à cette condition.

Concernant le lot 3 : L'hébergement peut être prévu sur le site de formation ou à proximité (maximum 15 minutes de route). Dans ce cas, les stagiaires doivent être logés en chambres individuelles à défaut en chambres doubles.

3.3 Restauration (PSE facultative)

L'alimentation doit être fournie par le titulaire à l'ensemble des stagiaires. Cela comprend les petits déjeuners, les déjeuners et les dîners.

Durant la durée de la prestation, le titulaire doit fournir un service de restauration en chaud sur le site ou en froid sur la piste.

3.4 Condition d'accueil sur le lieu de la formation

Avec ou sans prestation d'hébergement, le titulaire devra mettre à disposition des stagiaires :

- des sanitaires (douche, WC) ;
- un espace de repos.

Avec ou sans prestation d'alimentation, le titulaire devra mettre à disposition des stagiaires :

- un espace de restauration avec réfrigérateur et four à micro-ondes ;
- un accès à l'eau potable.

3.5 Location des véhicules

Pour les lots 1 et 2, le CAST peut ponctuellement louer tous types de véhicules terrestres afin d'effectuer ses formations.

LOT 1 : FORMATION DE CONDUITE EN MOTOCYCLISME, LOCATIONS DE CIRCUITS ET DE VEHICULE (MOTOS, QUADS, SSV) AU PROFIT D'UNITES DU MINISTERE DES ARMEES

IV. Définition des prestations attendues

4.1 Poste 1 : Formation conduite moto technique

La formation délivrée s'exécute sur 4 jours ouvrables avec une douzaine de stagiaires en moyenne par session. La formation pilotage de moto sans limitation de cylindrée comprend :

- l'instruction sur les techniques de franchissement d'obstacles (oued, troncs, rochers, dunes, coupures humides, obstacles urbains type escaliers, etc...).
- l'instruction sur les techniques de pilotage (arrêt d'urgence, demi-tour d'urgence, évitement, slalom, prise de virage, devers, négociation de descente/montée importante, seul ou à 2 sur la moto avec équipements légers ou lourds).

La ou les pistes doivent être privatisées à la semaine (du lundi au vendredi) lors de la présence des stagiaires. Elle(s) doit(vent) permettre de pratiquer tous types d'allures de 0 à 100 km/h.

La ou les pistes sont de type varié pour pouvoir alterner des séquences d'instruction :

- sur asphalte, avec parcours sinueux, sur agrès pour le franchissement d'obstacles listés ci-dessus ;
- sur asphalte pour les manœuvres type « plateau » du permis civil ;
- sur terre et sur sable avec un environnement sécurisé.

La formation est accessible du niveau débutant (visant à leur donner les savoir-faire de base), jusqu'au niveau confirmé.

Le titulaire doit proposer un ou des personnels disposant du BPJEPS moto pour encadrer chaque session. De plus, celui-ci ou ceux-ci doivent avoir une expertise en cross et en enduro.

Les stages s'effectuent principalement de jour et occasionnellement de nuit.

Le site doit être privatisé le temps de la formation.

La location des motos :

- **Moto technique** : location de motos CROSS de cylindrée 125 cm³ à 350 cm³ (minimum un vecteur pour 2 stagiaires par session) et de motos enduros de cylindrée supérieure ou égale à 500 cm³.
- **Moto tactique** : location de motos 125 cm³, de type motos chinoises/indiennes, (minimum un vecteur pour 2 stagiaires par session).

Le titulaire garde à sa charge les assurances, le ravitaillement, le lavage, la maintenance de l'ensemble des véhicules loués, la mise en place des véhicules au niveau de la zone de circuit.

L'offre tarifaire comprend les consommables du stage (casques, gants, jambières) ainsi que le matériel de transmission permettant la communication entre les stagiaires et les instructeurs.

4.2 Poste 2 : Location de circuits

Les bénéficiaires peuvent être amenés à louer un ou plusieurs circuits permettant la conduite de véhicule tout terrain (véhicules légers 4x4 et poids lourds 6x6), de quad et/ou MRZR sur pistes variées (terre - sable - caillouteux - boueux) et possédant des agrès techniques pour s'entraîner au franchissement (conduite en devers, montée et descente pour transfert de charge, croisement de pont, escaliers).

Le terrain doit aussi posséder une piste en terre permettant la conduite rapide. Cette piste doit être dimensionnée afin de pouvoir engager simultanément plusieurs vecteurs avec des distances de sécurité importantes entre chaque véhicule.

La ou les pistes doivent :

- être privatisées à la semaine lors de la présence des stagiaires ;
- être mises à disposition de jour comme de nuit sur toute l'année sans restriction ;
- être faciles d'accès pour les transporteurs et en mesure d'accueillir des portes-engins. Elles doivent supporter un roulage de véhicules dont le PTAC va jusqu'à 20 tonnes ;
- proposer à minima 40 km de parcours variés avec des zones de dénivelé important, idéalement supérieur à 30% ;

Tous les véhicules doivent pouvoir atteindre les 100 km/h (sauf les poids lourds qui doivent pouvoir atteindre 70 km/h).

Dans le cadre de la reconnaissance et de la coordination sur site et/ou appui logistique, le titulaire doit pouvoir proposer au minimum un instructeur disposant du BPJEPS Sport Automobile. Il doit être en mesure de réceptionner les véhicules militaires 7j/7 et 24h/24 puis de les stocker dans un hangar en cas d'absence du bénéficiaire (cf annexe 1).

Le titulaire doit proposer un minimum de 2 circuits situés sur des sites différents.

4.3 Poste 3 : Location d'un bâtiment de stockage ou équivalent

Le titulaire doit pouvoir fournir un bâtiment de stockage de type hangar ou équivalent pour entreposer les vecteurs amenés par les bénéficiaires. Celui-ci doit être couvert et fermé. Cet espace de stockage peut se situer au sein de l'emprise du titulaire ou à l'extérieur dans une limite maximale de 5 km aux alentours. Il est exclusivement réservé aux véhicules du ministère des Armées (cf annexe 1).

Le bâtiment de stockage (ou un espace à proximité immédiate) doit :

- proposer une solution de lavage des différents véhicules à l'issue de l'entraînement ;
- permettre le ravitaillement en carburant des véhicules militaires car ces derniers ne sont pas autorisés à rouler sur voie publique ;
- permettre de réaliser des travaux de maintenance sur les véhicules ;
- permettre le gardiennage pour les véhicules du bénéficiaires, hors période de location du terrain.

Le titulaire doit assurer des prestations de gardiennage, celles-ci seront principalement utilisées les week-ends entre deux semaines de formations.

4.4 Poste 4 : Location de quad

Le titulaire doit fournir à la location des quads d'une cylindrée comprise entre 400 cm³ et 850 cm³. Ces véhicules doivent être mono ou bi places pour avoir la possibilité de travailler seul ou avec un passager.

La cible de vecteurs à louer par stage est de 4 maximum.

Le titulaire garde à sa charge l'assurance, le ravitaillement, le lavage, la maintenance de l'ensemble des véhicules loués ainsi que leur mise en place au niveau de la zone de circuit.

L'offre tarifaire comprend les consommables du stage (casques, gants, jambières) ainsi que le matériel de transmission permettant la communication entre les stagiaires et les instructeurs.

4.5 Poste 5 : Location de SSV (BUGGY)

Le titulaire doit fournir à la location des SSV d'une cylindrée minimum de 950 cm³. Les véhicules doivent impérativement proposer 4 places.

Le nombre de SSV à louer par stage est de 3 maximum.

Le titulaire garde à sa charge l'assurance, le ravitaillement, le lavage, la maintenance de l'ensemble des véhicules loués, ainsi que leur mise en place au niveau de la zone de circuit.

L'offre tarifaire comprend les consommables du stage (casques, gants, jambières) ainsi que le matériel de transmission permettant la communication entre les stagiaires et les instructeurs.

LOT 2 : FORMATION DE CONDUITE DYNAMIQUE EN VEHICULES SUR CIRCUIT TOUTES SURFACES AU PROFIT D'UNITES DU MINISTERE DES ARMEES

V. Définition des prestations attendues

5.1 Poste 1 : Formation conduite dynamique tout terrain

La formation délivrée consiste en l'apprentissage de la conduite rapide avec des véhicules de type 4*4 (SUV, pick-up...), sur piste en terre et asphalte de jour comme de nuit.

Le titulaire met à disposition les moyens d'instruction (notamment les véhicules décrit au poste 4) nécessaires à la formation.

Techniques de conduite dynamique sur asphalte (1 jour) :

- installation calage ;
- maniement de volant-boite ;
- trajectoire idéale – dérives – freinage d'urgence – freinage d'évitement.

Techniques de conduite dynamique sur terre (3 jours) :

- trajectoire idéale ;
- dérives ;
- freinage d'urgence ;
- freinage d'évitement ;
- slalom ;
- demi-tour d'urgence.

Le titulaire doit proposer :

- au moins un instructeur titulaire du BPJEPS Sport Automobile ;
- des instructeurs qualifiés dans le cadre de la reconnaissance sur site ou d'appui lors des entraînements.

Les pistes (asphalte et terre) doivent être suffisamment longues et posséder plusieurs virages d'angle variés afin de permettre aux stagiaires de négocier différents angles d'attaque. Une piste ovale est à proscrire. Une vitesse de pointe élevée n'est pas recherchée. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de disposer d'une grande ligne droite. Le but à privilégier demeure la négociation dynamique de virages.

Formation délivrée sur 4 jours ouvrables (une douzaine de stagiaires en moyenne par session).

Le site doit être privatisé le temps de la formation.

5.2 Poste 2 : Formation conduite offensive, défensive et dynamique

La formation délivrée consiste en l'apprentissage de la conduite sur asphalte en véhicule de gamme civile à l'exclusion des véhicules blindés.

Le scénario principal étant une réaction d'urgence sur un imprévu lors du déplacement d'une équipe de recueil. Les instructions ont lieu uniquement de jour pour travailler le volet technique de la conduite.

Le titulaire met à disposition les moyens d'instruction nécessaires à la formation (notamment les véhicules décrits dans le poste 4 hors blindés) afin d'acquérir les :

- Techniques de conduite dynamique (trajectoire idéale et instinctive – dérives – freinage d'urgence – freinage d'évitement – slalom – demi-tours d'urgence – gestion d'une perte de contrôle avec kit easy drift) ;
- Techniques de conduite offensive (percussions – sortie d'embouteillage – block-road - prise de point particulier pour rupture de filature - retournement– gestion d'une perte de contrôle avec kit easy drift) ;
- Techniques de conduite défensive (demi-tour d'urgence – technique de rétablissement – simulateur de tonneau – extraction d'obstacle diverse – réaction contact - retournement– gestion d'une perte de contrôle avec kit easy drift, réaction après avoir subi un tonneau, technique d'extraction du conducteur blessé en roulant, manœuvre PIT).

Le titulaire met à disposition une plateforme de roulage qui doit obligatoirement être en asphalte et privatisée. Celle-ci doit mesurer un minimum de 90 m*45 m. Restitution des manœuvres et techniques le permettant sur un circuit asphalte.

Le titulaire doit proposer au minimum un instructeur titulaire du BPJEPS sport automobile pour encadrer chaque session. Ces instructeurs sont qualifiés dans le cadre de la reconnaissance sur site ou d'appui lors des entraînements.

Formation délivrée sur 4 jours ouvrables (une douzaine de stagiaires en moyenne par session).

Dans le cas où le bénéficiaire choisit la formation du poste 3, une formation de 2 jours sur ce poste doit obligatoirement être délivrée (c.-à-d. 2 jours sur le poste 2 et 1,5 jours sur le poste 3).

5.3 Poste 3 : Formation conduite sur véhicules blindés de gamme civile (type protection rapprochée)

La formation poste 3 d'une durée de 3,5 jours ouvrables est découpée comme suit :

- formation de 2 jours à la conduite offensive, défensive et dynamique tel que décrite au poste 2 ;
- formation de 1,5 jour à la conduite sur véhicules blindés de gamme civile devant comporter de la théorie et de la pratique (85% de pratique minimum) ainsi qu'un exercice de nuit de 2 heures.

Le but de cette formation est la maîtrise de la conduite individuelle et en convoi de véhicules blindés de gamme civile. Celle-ci devra se faire sur circuit asphalte fermé. Les savoir-faire suivants seront étudiés :

- conduite dynamique sur circuit (trajectoires, freinages...) ;
- gestion de la perte d'adhérence ;
- slaloms ;
- dérives ;
- techniques défensives (manœuvre PIT, ...).

Le titulaire doit :

- mettre à disposition les moyens d'instruction (minimum 2 véhicules blindés) ;
- inclure dans son offre de prix, les consommables du stage (carburant, fluides, casse véhicule, casques, gants de protection, matériels de transmission, etc...) ;
- réaliser un stage pour un minimum de 6 stagiaires et un maximum de 20 stagiaires ;
- former les stagiaires sur les spécificités des véhicules blindés ;
- proposer des instructeurs qualifiés Conducteur Sécurité/Chauffeur d'Autorité (VH blindé et léger), Spécialiste de la Protection Physique de Personnes. Un instructeur BPJEPS Sport Automobile qui gère la partie conduite rapide sur circuit ; 1 mécanicien présent pendant toute la durée de la formation pour intervenir sur les véhicules.

5.4 Poste 4 : Location véhicules

Le titulaire doit mettre à disposition des véhicules de type 4*4 (SUV, pick-up...) : minimum un vecteur pour 3 stagiaires pour le poste 1.

De plus, il doit proposer des véhicules de gamme civile (petite citadine) ayant vocation à être détruits pour les séquences de percussion : minimum un vecteur pour 3 stagiaires pour le poste 2.

Il met à disposition au minimum 2 véhicules blindés de gamme civile pour le poste 3 et un véhicule de simulation de tonneau (véhicule avec armature métallique inscrit pour le poste 3).

Le titulaire garde à sa charge l'assurance, le ravitaillement, le lavage, la maintenance de l'ensemble des véhicules loués.

Il doit aussi inclure dans son offre de prix le matériel de protection individuelle (casques, gants, **protections cervicales**) ainsi que le matériel de transmission permettant la communication entre les stagiaires et les instructeurs.

LOT 3 : Formation de conduite dynamique en véhicules sur plateforme toutes surfaces au profit d'unités du Ministère des Armées

VI. Définition des prestations attendues

6.1 Poste 1 : Formation conduite dynamique tout terrain

La formation délivrée consiste en l'apprentissage de la conduite rapide avec des véhicules de type 4*4 (SUV, pick-up...), sur piste en terre/herbe et plateforme revêtue (asphalte, bitume ou béton) de jour comme de nuit.

Le titulaire met à disposition les moyens d'instruction (notamment les véhicules décrit au poste 4) nécessaires à la formation.

Techniques de conduite dynamique sur plateforme revêtue (1 jour) :

- installation calage ;
- maniement de volant-boîte ;
- trajectoire idéale – dérives – freinage d'urgence – freinage d'évitement.

Techniques de conduite dynamique sur terre/ herbe (3 jours) :

- trajectoire idéale ;
- dérives ;
- freinage d'urgence ;
- freinage d'évitement ;
- slalom ;
- demi-tour d'urgence.

Le titulaire doit proposer :

- un ou plusieurs instructeurs titulaires du BPJEPS (Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) Sport Automobile ;
- des instructeurs qualifiés dans le cadre de la reconnaissance sur site ou d'appui lors des entraînements.

Les pistes (revêtue et herbe) doivent être suffisamment longues et posséder plusieurs virages d'angle variés afin de permettre aux stagiaires de négocier différents angles d'attaque. Une piste ovale est à proscrire. Une vitesse de pointe élevée n'est pas recherchée. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de disposer d'une grande ligne droite. Le but à privilégier demeure la négociation dynamique de virages.

Le site doit être privatisé le temps de la formation.

6.2 Poste 2 : Formation conduite offensive, défensive et dynamique

La formation délivrée consiste en l'apprentissage de la conduite sur plateforme revêtue en véhicule de gamme civile à l'exclusion des véhicules blindés.

Le scénario principal étant une réaction d'urgence sur un imprévu lors du déplacement. Les instructions ont lieu de jour pour travailler le volet technique de la conduite.

Le titulaire prévoit un module comportant des exercices de nuit véhiculés incluant des mises en situations d'urgences en conditions dégradées, des simulations d'agressions véhiculées et non véhiculées avec usage d'engins pyrotechniques sous contrôle d'artificiers diplômés.

Le titulaire met à disposition les moyens d'instruction nécessaires à la formation (notamment les véhicules décrits dans le poste 4 hors blindés) afin d'acquérir les :

- techniques de conduite dynamique (trajectoire idéale et instinctive – dérives – freinage d'urgence – freinage d'évitement – slalom – demi-tours d'urgence – gestion d'une perte de contrôle avec kit easy drift) ;
- techniques de conduite offensive (percussions – sortie d'embouteillage – block-road - prise de point particulier pour rupture de filature - retournement – gestion d'une perte de contrôle avec kit easy drift) ;

- techniques de conduite défensive (demi-tour d'urgence – technique de rétablissement – extraction d'obstacle diverse – réaction contact - retournement – gestion d'une perte de contrôle avec kit easy drift, réaction après avoir subi un tonneau, technique d'extraction du conducteur blessé en roulant, manœuvre PIT).

Le titulaire met à disposition une plateforme de roulage qui doit obligatoirement être revêtue (asphalte, bitume ou béton) et privatisée. Celle-ci doit comporter plusieurs portions aux dimensions variées et dans tous les cas d'un minimum de 70 m*25 m.

Le titulaire doit proposer au minimum un instructeur titulaire du BPJEPS sport automobile pour encadrer chaque session ainsi que des instructeurs dans le cadre de la reconnaissance sur site ou d'appui lors des entraînements.

Dans le cas où le bénéficiaire choisit la formation du poste 3, une formation de 1,5 jour sur ce poste doit obligatoirement être délivrée (c.-à-d. 1,5 jour pour le poste 2 et 1,5 jour pour le poste 3).

6.3 Poste 3 : Formation conduite sur véhicules blindés de gamme civile, berlines et SUV 4X4 (type protection rapprochée)

Le but de cette formation est la maîtrise de la conduite individuelle et en convoi de véhicules blindés de gamme civile (berlines et SUV 4X4). Celle-ci devra se faire sur une plateforme revêtue (asphalte, bitume ou béton). Cette dernière sera fermée et privatisée. Les savoir-faire suivants seront étudiés :

- conduite dynamique sur plateforme revêtue (trajectoires, freinages...) ;
- gestion de la perte d'adhérence ;
- les slaloms ;
- les dérives ;
- les techniques défensives (manœuvre PIT,...).

Le titulaire doit :

- mettre à disposition les moyens d'instruction (minimum 2 véhicules blindés de type berline et 2 véhicules blindés SUV 4X4) ;
- inclure dans son offre de prix, les consommables du stage (carburant, fluides, casse véhicule) et les accessoires de sécurité (casques, gants de protection, matériels de transmission, etc...) ;
- réaliser un stage pour un minimum de 6 stagiaires et un maximum de 10 stagiaires ;
- former les stagiaires sur les spécificités des véhicules blindés ;
- proposer des instructeurs qualifiés Conducteur Sécurité/Chauffeur d'Autorité (VH blindé et léger), Spécialiste de la Protection Physique de Personnes. Un instructeur BPJEPS Sport Automobile gère la partie conduite rapide sur circuit et une équipe de mécaniciens est présente pendant toute la durée de la formation pour intervenir sur les véhicules (réparations légères n'immobilisant pas le véhicule plus de 10 minutes, au-delà le stagiaire bénéficie d'un véhicule de réserve).

La formation devra se dérouler sur un maximum de 1,5 jour et devra comporter de la théorie et de la pratique (85% de pratique minimum) ainsi qu'un exercice de nuit de 2 heures minimum. La formation sera couplée avec le poste 2 (formation sur 1,5 jour) afin de constituer une formation d'une durée totale de 3 jours.

6.4 Poste 4 : Location véhicules

Le titulaire doit mettre à disposition des véhicules de type 4*4 (SUV, pick-up...) : minimum un vecteur pour 3 stagiaires pour le poste 1.

De plus, il doit proposer des véhicules de la gamme civile (petite citadine, berline, monospace et break) ayant vocation à être détruits durant les séquences de percussive : minimum un vecteur par stagiaire pour le poste 2. Ce poste permet de bénéficier d'une réserve de véhicules garantissant de toujours disposer d'un véhicule pour 2 stagiaires en cas de réparation impossible.

Exemple :

10 stagiaires = 10 véhicules. Chaque binôme bénéficie d'un véhicule soit 5 voitures, 5 sont en réserve.

En cas de panne lourde d'un des 5 premiers véhicules, le stagiaire bénéficie immédiatement de l'une des 5 voitures de réserve.

Il met à disposition au minimum 4 véhicules blindés de gamme civile pour le poste 3 (2 berlines et 2 SUV 4X4).

Le titulaire garde à sa charge l'assurance, le ravitaillement, le lavage, la maintenance de l'ensemble des véhicules loués.

Il doit aussi inclure dans son offre de prix le matériel de protection individuelle (casques à visière ou lunettes de protection, cagoules, gants, **protections cervicales**) ainsi que le matériel de transmission permettant la communication entre les stagiaires et les instructeurs.

De plus le prestataire devra disposer d'une trousse médicale de premiers secours pouvant être mise en œuvre par du personnel qualifié.

2^{ème} partie – Règlement de la consultation

Marché passé selon une procédure adaptée
(article R.2123-1.2° du code de la commande publique)

Etapes	Action	Description
1	<u>Accéder au dossier de consultation</u>	Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE). Pas d'envoi papier.
2	<u>Renseigner sa candidature</u> , au choix	<p>Via le Document Unique de Marché Européen (DUME) simplifié, généré automatiquement au format .xml, à télécharger sur PLACE puis à renseigner à l'aide de l'outil en ligne disponible ici.</p> <p>En cas de groupement, chacun des membres doit fournir un DUME simplifié distinct.</p> <p>Ou via les formulaires DC1 et DC2</p>
3	<u>Renseigner son offre</u>	<p>Pour chaque lot, les documents à fournir au titre de l'offre sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le présent document renseigné en 4^{ème} partie ; - le bordereau de prix unitaire en annexe 1 - le cadre de réponse en annexe 2 - l'attestation de visite obligatoire - un RIB. <p>Les documents et informations doivent être rédigés en langue française</p> <p><u>Possibilité de présenter une prestation supplémentaire éventuelle (PSE) facultative :</u> Les candidats souhaitant intégrer cette PSE dans leur offre doivent la décrire dans leur cadre de réponse et indiquer son tarif dans la ligne prévue à cet effet dans l'annexe financière.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le candidat proposera une solution d'hébergement et de restauration des stagiaires à proximité du centre de formation (temps de trajet strictement inférieur à 30 min en véhicule ou transport en commun). Les hébergements devront permettre l'accès à une connexion internet et disposer d'un espace de travail satisfaisant (bureau, insonorisation des chambres etc...). • Le candidat indiquera les tarifs de cette prestation supplémentaire éventuelle dans son offre. <p>Cette prestation supplémentaire éventuelle sera fournie en complément de l'offre de base et ne sera pas prise en compte lors de l'analyse des offres. L'acheteur se réserve le droit de retenir ou non la PSE facultative au stade de l'attribution du marché.</p> <p><i>Possibilité de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ; - en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques. <p><i>En cas de <u>cotraitance (groupement)</u>, la solidarité est exigée, pour l'exécution, soit du groupement, soit de son mandataire en cas de groupement conjoint, et ce à l'égard de chacun des membres du groupement.</i></p> <p><i>La partie IV devra être signée par l'ensemble des entreprises groupées, ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres entreprises du groupement.</i></p> <p><i>En cas de <u>sous-traitance</u>, présentation d'un sous-traitant à l'aide du formulaire DC4 dûment rempli et signé.</i></p> <p><u>Variantes interdites.</u></p> <p><u>Offres valables 180 jours à compter de la date limite de remise de la dernière offre.</u></p>
4	<u>Signature</u>	Seul le soumissionnaire retenu est tenu de signer le marché (4 ^{ème} partie). Toutefois, afin d'optimiser les délais de procédure, tout soumissionnaire peut le signer dès le dépôt de l'offre.
5	<u>Dépôt sur la PLACE</u>	L'ensemble des pièces doit être déposé sur la PLACE avant les date et heure indiquées sur la PLACE .

Analyse des offres

Pour les lots 1 et 2, les marchés seront attribués aux soumissionnaires ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants.

Critère technique Noté sur 60 points	Sous-critère 1	<p>Qualité du profil de l'intervenant :</p> <p>Qualification (qualification dans le sport automobile) : 8 points</p> <p>1 diplôme = 2 points 2 diplômes = 4 points 3 diplômes = 6 points 4 diplômes = 8 points</p> <p>Expérience/Ancienneté : 7 points</p> <p>Moins de 2 années = 0 point Entre 2 et moins de 4 années = 2 points Entre 4 et moins de 5 années = 4 points Plus de 5 années = 7 points</p>	Noté / 15
	Sous-critère 2	<p>Matériels disponibles pour l'exécution de la formation :</p> <p>Variété des modèles : 6 points</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moins de 2 modèles = 0 point - Entre 2 et 4 modèles = 2 points - Entre 5 et 6 modèles = 4 points - Plus de 6 modèles = 6 points <p>Quantité à disposition : 4 points</p> <ul style="list-style-type: none"> - Moins de 4 véhicules = 0 point - Entre 4 et 6 véhicules = 2 points - Plus de 6 véhicules = 4 points 	Noté / 10
	Sous-critère 3	<p>Déroulé de la formation :</p> <p>Cohérence de l'emploi du temps détaillé par ½ journée</p>	Noté / 10
	Sous-critère 4	<p>Location de terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de terrains : 3 points - Situation géographique (proximité) : 2 points - Variété des pistes (terre – sable – caillouteux – boueux) : 20 points 	Noté / 25
Critère prix Noté sur 40 points	<p>L'offre la moins-disante (addition de chaque sous-total de poste au bordereau de prix unitaire) obtient 40 points.</p> <p>Les autres offres sont notées par application de la formule suivante : Note attribuée = (offre la plus basse/offre du candidat) X 40</p>		Noté / 40

Toute note inférieure à 35/60 points sur le critère valeur technique sera éliminatoire.

L'analyse technique sera réalisée en deux phases :

- **1^{ère} phase : analyse des offres sur les sous-critères 1, 2 et 3. Les 2 opérateurs économiques ayant obtenu la meilleure note sur 35 points seront sollicités pour la 2^{ème} phase.**
- **2^{ème} phase : L'acheteur (RPA et / ou prescripteur) procède à la visite du ou des sites proposés. Cette visite permettra d'évaluer la diversité des pistes d'essai et d'attribuer la note du sous-critère 4. Cette visite ne constitue ni une étape de négociation, ni une étape de mise au point.**

Négociation

L'acheteur pourra négocier les 2 meilleures offres.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

Analyse des offres

Pour le lot 3, le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée selon les critères pondérés suivants.

Critère technique Noté sur 60 points	Sous-critère 1	Qualité des profils des intervenants : Qualification (en fonction des diplômes détenus) : 13 points <ul style="list-style-type: none"> - Niveau BAC = 4 points - Niveau BAC +2 = 6 points - Licence = 10 points - Master II = 13 points Expérience/Ancienneté : 12 points <ul style="list-style-type: none"> - Moins de 2 années = 0 point - Entre 2 et moins de 4 années = 4 points - Entre 4 et moins de 5 années = 8 points - Plus de 5 années = 12 points 	Noté / 25
	Sous-critère 2	Matériels disponibles pour l'exécution de la formation : Variété des modèles : 10 points <ul style="list-style-type: none"> - Moins de 2 modèles = 0 point - Entre 2 et 3 modèles = 3 points - Entre 4 et 6 modèles = 7 points - Plus de 6 modèles = 10 points Quantité à disposition : 10 points <ul style="list-style-type: none"> - Moins de 4 véhicules = 0 point - Entre 4 et 6 véhicules = 5 points - Plus de 6 véhicules = 10 points 	Noté / 20

	Sous-critère 3	Déroulé de la formation : Emploi du temps détaillé par ½ journées de formation	Noté / 5
	Sous-critère 4	Location de terrain : <ul style="list-style-type: none"> - Nombre de terrains : 2 points - Situation géographique (proximité) : 2 points - Variété des pistes (terre – sable – caillouteux – boueux) : 6 points 	Noté / 10
Critère prix Noté sur 40 points	L'offre la moins-disante (addition de chaque sous-total de poste au bordereau de prix unitaire) obtient 40 points. Les autres offres sont notées par application de la formule suivante : Note attribuée = (offre la plus basse/offre du candidat) X 40		Noté / 40

Toute note inférieure à 35/60 points sur le critère valeur technique sera éliminatoire.

L'analyse technique sera réalisée en deux phases :

- **1^{ère} phase : analyse des offres sur les sous-critères 1, 2 et 3. Les 2 opérateurs économiques ayant obtenu la meilleure note sur 50 points seront sollicités pour la 2^{ème} phase.**
- **2^{ème} phase : L'acheteur (RPA et / ou prescripteur) procède à la visite du ou des sites proposés. Cette visite permettra d'évaluer la diversité des pistes d'essai et d'attribuer la note du sous-critère 4. Cette visite ne constitue ni une étape de négociation, ni une étape de mise au point.**

Négociation

L'acheteur pourra négocier les 2 meilleures offres.

Toutefois, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle qui obtient la meilleure note sur 100.

3^{ème} partie - Clauses Administratives Particulières

I. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU MARCHÉ

Forme et étendue :

Le marché est un accord-cadre à bons de commande passé en vertu des articles L.2125-1.1°, R.2162-1, R.2162- 2, R.2162-4 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Le marché est alloti comme suit :

- ⇒ Lot 1 : Formation de conduite en motocyclisme, locations de circuits et de véhicules (motos, quads et SSV).
- ⇒ Lot 2 : Formation de conduite dynamique en véhicules sur circuit toutes surfaces.
- ⇒ Lot 3 : Formation de conduite dynamique en véhicules sur plateforme toutes surfaces.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum par lot sur 4 ans :

LOT 1	2 320 000€
LOT 2	2 320 000€
LOT 3	280 000€

Conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence portant sur des prestations similaires, dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Durée : Le marché est passé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il est reconduit tacitement à chaque date anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction. La décision de non-reconduction est notifiée au titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire.

Parties prenantes :

Acheteur : L'acheteur agit pour toutes les formalités de notification du marché, de non-reconduction, de modification du marché, de suivi administratif et financier, de règlement amiable des litiges, de résiliation, d'émission des bons de commande. Il agit au profit des bénéficiaires suivants :

- 1^{er} Régiment de Parachutes d'Infanterie de Marine (RPIMA).
- 13^{ème} Régiment de Dragons Parachutiste (RDP).
- 4^{ème} Régiment Hélicoptère des Forces Spéciales (RHFS).
- Centre Interarmées des Actions sur l'Environnement (CIAE).
- Commando Parachutiste de l'Air n°10 (CPA).
- Commandement des Actions Spéciales Terre (CAST).
- Brigade des Forces Spéciales Air (BFSA).

L'acheteur se réserve le droit d'ajouter de nouveaux bénéficiaires par la formalisation d'un ordre de service établi par la PFC O.

Titulaire : Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Langue : Toutes les réunions ou correspondances requièrent l'usage du français.

II. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le présent marché et ses annexes (annexes financière et technique), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Le CCAG/FCS est disponible sur le site Internet Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commande.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents du titulaire (notamment dans des documents commerciaux) ne peut s'intégrer au présent marché.

Le code de la commande publique est consultable sur le site Internet Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

Bons de commande : La réalisation de la prestation est subordonnée à la notification, par la PFC O, d'un ou plusieurs bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins. Toute prestation effectuée sans bon de commande restera à la charge du titulaire sans recours possible. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et sont poursuivis jusqu'à leur complète exécution, sans prolonger la durée d'exécution du marché de plus de six mois.

Chaque bon de commande est adressé au titulaire au plus tard 30 jours avant le début de la prestation, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, et comporte notamment les indications suivantes :

- | | |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - la référence interne correspondant au n° EJ (engagement juridique) CHORUS figurant en page de garde du marché ; - numéro et date de commande ; - nature de la prestation ou de la fourniture ; - date(s) d'exécution de la prestation ou de | <ul style="list-style-type: none"> livraison ; - lieu(x) d'exécution ou de livraison ; - prix hors taxe ; - montant de la TVA ; - prix toutes taxes comprises. |
|--|---|

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

L'annulation d'une formation, par l'acheteur, donnera lieu à indemnités selon les modalités suivantes :

- annulation plus de quinze jours avant la date planifiée : aucune indemnisation ;
- annulation entre quinze jours et quarante-huit heures avant la date planifiée : 10 % du prix en euros HT de la prestation considérée ;
- annulation à moins de quarante-huit heures avant la date planifiée : 30 % du prix en euros HT de la prestation considérée.

III. SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par l'acheteur et l'agrément de ses (leurs) conditions de paiement. La validité de l'acte spécial de sous-traitance (DC4) correspond à la durée initiale du marché. En cas de reconduction du marché, la déclaration de sous-traitance est réputée reconduite dans les mêmes conditions.

IV. RESPONSABILITÉ - SÉCURITÉ

- **Protection des données à caractère personnel – particularités applicables aux militaires** : Le titulaire est tenu au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles il a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En outre, les données recueillies sur les militaires dans le cadre de l'exécution du marché doivent être limitées au strict nécessaire et faire l'objet, de la part du titulaire, d'une protection renforcée, conformément à la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement, et améliorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale dite « loi URVOAS », visant notamment à renforcer la sécurité des traitements de données à caractère personnel dont la finalité est fondée sur la qualité de militaire.

Une donnée personnelle de militaire doit être entendue comme une donnée permettant la relation entre une personne, sa qualité de militaire et une ou plusieurs informations personnelles la concernant (adresse personnelle, numéro de téléphone personnel, etc...). Le responsable de la mise en œuvre d'un tel traitement de données doit obligatoirement en informer la direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) et lui déclarer le(s) fichier(s) concerné(s) et les personnes qui peuvent y accéder. Ces personnes pourront faire dès lors l'objet d'une enquête administrative de sécurité assortie, le cas échéant, d'un avis défavorable à l'accès à ce type de données.

Le titulaire fera la déclaration sur le portail Internet de la DRSD, ce qui permettra d'initier un dialogue avec cette direction. Ce processus étant long, itératif et exigeant un suivi continu, il est donc recommandé au titulaire de vérifier le besoin de détenir des données personnelles de militaires.

Le non-respect des obligations précitées peut être puni d'un à trois ans d'emprisonnement, avec des amendes pouvant s'élever jusqu'à 300 000 euros.

- **Préservation de l'anonymat des membres des unités des forces spéciales** :

La liste des services ou unités dont les missions exigent, pour des raisons de sécurité, le respect de l'anonymat des militaires et des personnels civils qui y sont affectés, à l'exception des directeurs, des chefs de services ou d'unités, de leurs adjoints et des personnels militaires ou civils dont la nomination fait l'objet d'une publication au Journal officiel de la République française conformément à l'arrêté du 20 octobre 2016.

- **Assurance** : le titulaire doit pouvoir justifier, durant toute l'exécution du marché, qu'il est titulaire d'une assurance "responsabilité civile de chef d'entreprise" pour l'ensemble des prestations, couvrant les dommages de toute nature causés par ses employés dans le cadre du marché.
- **Attestations fiscales et sociales** : le titulaire doit fournir ou mettre à disposition, tous les 6 mois à compter de la notification et jusqu'à la fin de son exécution, les documents inscrits aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du code de travail en respectant les dispositions de l'article D 8222-8 de ce même code, ainsi qu'une attestation de régularité fiscale. Le titulaire est dispensé de cette formalité si l'acheteur peut accéder aux données gratuitement via un espace numérique.

L'attestation de régularité fiscale peut être demandée :

- au service des impôts des entreprises (SIE) pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu (en utilisant le formulaire n°3666) ;
- en ligne sur impots.gouv.fr pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés (délivrance en temps réel).

V. MODALITÉS DE CONTRÔLE D'EXÉCUTION

- **Constatation de l'exécution des prestations** : Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS, les opérations de vérifications destinées à constater que les prestations répondent aux exigences du marché sont réalisées par le bénéficiaire.
- **Service fait** : La PFC Ouest peut décider de mettre en œuvre la procédure de service fait présumé. Cette procédure permet, lors de la liquidation de la facture, de présumer la conformité qualitative et quantitative de la livraison ou de la prestation à l'engagement juridique, sans préjudice des stipulations du marché relatives à l'admission des prestations. Si, postérieurement au paiement, il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite (courrier ou courriel) de la PFC Ouest, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures suivantes. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Le recours à la procédure de service fait présumé demeure réversible. La PFC Ouest peut, à tout moment, en décider la suspension, notamment en cas de difficultés d'exécution graves et/ou répétées, et conditionner les paiements à la constatation effective du service fait par le bénéficiaire.

- **Incidents** : Les incidents constatés dans l'exécution du marché seront mentionnés sur la fiche incident visée de manière contradictoire entre le bénéficiaire et le titulaire / le procès-verbal de réception / l'attestation de service fait (annexe 5 au présent marché) et transmise à l'acheteur (pfc-ouest-dap-src.crc.fct@intradef.gouv.fr) afin d'effectuer les éventuels calculs de réfaction ou de pénalité.
- **Pénalités pour retard** : Par dérogation aux dispositions prévues à l'article 14.1 du CCAG/FCS, si le titulaire n'exécute pas la prestation ou ne livre pas la fourniture dans le délai contractuel (ou à la date fixée dans le bon de commande), il encourt une pénalité fixée comme suit :

Fait déclencheur	Montant de la pénalité
Non transmission de la fiche d'émargement	50€ par jour de retard
Annulation du titulaire entre 10 jours et 48 heures avant la date de la prestation	10% du montant HT de la prestation
Annulation du titulaire moins de 48 heures avant la date de la prestation	30% du montant HT de la prestation
Identification (nom, prénom, service) du stagiaire sur tout document autre que sur la convocation, la feuille d'émargement et l'attestation de stage	1 000€ (par identité non anonymisée)

- **Réfections** : Lorsque l'acheteur estime que les prestations, sans être entièrement conformes, peuvent néanmoins être admises, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées peut être appliquée. La réfaction sera appliquée sur une facture suivant le fait générateur ou fera l'objet d'un titre de perception. Pour cela, une fiche d'évaluation sera transmise aux stagiaires à la fin de leur formation (cf annexe 4). Si la moyenne des notes des élèves est inférieure à 8/10, le titulaire connaîtra une réfaction à hauteur de 10% sur sa prochaine facture.
- **Défaillance du titulaire** : Le titulaire est considéré comme défaillant s'il n'est pas en mesure d'exécuter totalement la prestation ou de livrer la totalité des fournitures. En cas de défaillance, le titulaire est mis en demeure, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception, d'honorer ses engagements dans un délai de 8 jours. Passé ce délai, il peut être fait application par l'acheteur de l'article 45 du CCAG/FCS (exécution aux frais et risques du titulaire).

VI. MODALITÉS FINANCIÈRES

- **Contenu et forme des prix** : le marché est conclu à prix unitaires (cf. annexe 1 bordereau de prix unitaire). Ils comprennent :
 - la documentation pédagogique fournie aux stagiaires ;
 - tous les frais généraux, charges sociales ;
 - les frais d'assurance et de garanties ;
 - les impôts, taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
 - les frais de déplacement / transport / livraison / pose-installation.

Dans tous les cas, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix, établis en euros à l'unité réglementaire (deux décimales) toutes taxes comprises, figurent au bordereau de prix (cf annexe 1).

- **Avance** : Sauf refus du titulaire exprimé en 4^{ème} partie du marché, une avance égale à 5% du montant toutes taxes comprises du marché ou du bon de commande considéré (ou 30% pour une PME) est accordée au titulaire dans les conditions fixées par les articles L.2191-3, R.2191-3 et suivants du code de la commande publique (et correspondant à l'option A du CCAG FCS). Le délai global de paiement de l'avance court à partir de la date de notification du marché ou du bon de commande.
- **Révision des prix** : La révision s'effectue à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre par référence à l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008 (réf. n° 001565196) relevé sur le site www.indices.insee.fr de l'INSEE.

Le prix révisé (P) est obtenu par application de la formule suivante :

$$P = P0 \left(\frac{ICHTrev-TS1}{ICHTrev-TS0} \right)$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé H.T

P0 = Prix de l'offre H.T

ICHTrev-TS1 = Valeur du dernier indice définitif connu et lu à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

ICHTrev-TS0 = Valeur de ce même indice définitif connu et lu au titre du mois correspondant à la date d'établissement des prix.

La révision de prix est effectuée à l'initiative du titulaire du marché ou de l'accord-cadre. Celui-ci s'engage à faire parvenir à la PFC O, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision d'appliquer la révision de prix. En cas de révision, le nouveau prix de règlement ne pourra être appliqué qu'après accord du RPA.

Toutefois, en l'absence d'envoi de la révision du prix par le titulaire dans un délai de 2 mois à compter de la date d'anniversaire de l'accord-cadre, l'administration se réserve le droit de procéder ou non elle-même à la révision du prix et informera le titulaire de cette décision. Passé ce délai, les prix ne seront pas révisés pour l'année à venir et aucune compensation ne sera accordée par la personne publique.

Par additif de l'article 38 du CCAG/FCS, l'acheteur se réserve le droit de mettre fin au marché, dans le cas où la révision de prix entraînerait une hausse annuelle supérieure à 3%.

- **Dématérialisation des factures** : Le titulaire effectue l'envoi de ses factures en version dématérialisée via le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>), sur lequel un kit de communication et de raccordement technique est disponible.
- **Contenu des factures** : Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes (en l'absence des mentions demandées, la facture est rejetée) :

- la classification de l'entreprise PME/PMI/TPE, le cas échéant ;	(engagement juridique) figurant sur la page de garde du marché ;
- le numéro de service exécutant : « D0410U5035 » ;	- le numéro d'engagement du bon de commande, le cas échéant ;
- la domiciliation des paiements telle qu'elle figure à l'engagement des parties ;	- le montant total hors taxes (HT) ;
- le service bénéficiaire et l'adresse complète du lieu d'exécution ;	- le montant total toutes taxes comprises (TTC) ;
- la référence interne correspondant au n°EJ	- le numéro SIRET unique de l'Etat : 110 002 011 00044.

- **Règlement du marché** : Le mode de règlement est le mandat administratif par virement sur le compte bancaire ou postal indiqué en 4^{ème} partie du marché (engagement des parties). Les sous-traitants directs du

titulaire, qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payés directement pour la partie du marché dont ils assurent l'exécution, lorsque que le montant de leurs contrats de sous-traitance est égal ou supérieur à 10% du montant du marché. Le règlement des sommes dues s'effectue après exécution complète des prestations et constatation du service fait, ce dernier étant présumé.

- **Intérêts moratoires** : Le défaut de paiement dans le délai réglementaire fait courir de plein droit, et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement, ainsi qu'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40 €.

En cas de circonstances imprévisibles modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties pourront convenir des évolutions contractuelles par avenant, dans le cadre de l'article R2194-5 du code de la commande publique et selon les modalités précisées à l'article 25 du CCAG/FCS.

- **Nantissement – cession de créance** : l'acheteur délivre sur demande du titulaire et sans frais les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance sera directement notifiée par l'établissement cessionnaire au comptable assignataire.

VII. LITIGES - DIFFÉRENDS

- **Règlement amiable des différends** : Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation adressé au service acheteur conformément à l'article 46 du CCAG/FCS (point de contact : sophie.de-monti-de-reze@intradef.gouv.fr). Si le différend persiste, l'acheteur et le titulaire privilégient le recours à un comité consultatif de règlement amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage. Le titulaire peut notamment saisir le médiateur des entreprises du ministère des armées. Point de contact : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr (09 88 68 19 25 ou 06 07 48 31 44).
- **Contentieux** : En cas de contentieux, le droit français est seul applicable. En cas d'échec des tentatives de règlement amiable, le tribunal administratif de Rennes est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer l'acheteur et le titulaire, même si ce dernier est étranger.
- **Résiliation** : Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, en cas de décision ministérielle, de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché, l'acheteur est fondé à résilier le marché pour motif d'intérêt général, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

VIII. DÉROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article II. Pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.

L'article V. Modalités de contrôle d'exécution / constatation de l'exécution des prestations déroge aux articles 27 à 30 du CCAG/FCS.

L'article V. Modalités de contrôle d'exécution / pénalités pour retard déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

L'article VI. Modalités financières / Nantissement-cession de créance déroge à l'article 4.2.2 du CCAG/FCS.

L'article VII. Litiges-différends / résiliation déroge à l'article 42 du CCAG/FCS.

4^{ème} partie – Engagement des parties

I. ENGAGEMENT DU TITULAIRE

I.1. Identification et engagement du titulaire

☐ Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public et conformément à leurs clauses, le signataire

Nom commercial :

Dénomination sociale :

Adresse établissement et adresse siège social (si différente) :

Adresse électronique :

Numéro de téléphone :

Numéro SIRET :

☐ s'engage, ☐ sur la base de son offre et pour son propre compte ;

☐ pour le compte du groupement identifié au I.2. ;

☐ à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées :

☐ **Lot 1 : Formation de conduite en motocyclisme, locations de circuits et de véhicules (motos, quads, SSV) au profit d'unités du Ministère des Armées**

aux prix indiqués dans l'annexe n°1 BPU - Lot 1 jointe au présent document.

☐ **Lot 2 : Formation de conduite dynamique de véhicules sur circuit toutes surfaces au profit d'unités du Ministère des Armées**

aux prix indiqués dans l'annexe n°1 BPU - Lot 2 jointe au présent document.

☐ **Lot 3 : Formation de conduite dynamique de véhicules sur plateforme toutes surfaces au profit d'unités du Ministère des Armées**

aux prix indiqués dans l'annexe n°1 BPU - Lot 3. jointe au présent document.

I.2. Identification du groupement (Uniquement en cas de groupement d'opérateurs économiques.)**I.2.1 Identification des membres du groupement et mandat**

Pour l'exécution du marché public, le groupement d'opérateurs économiques est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est : ☐ conjoint ou ☐ solidaire

Par leur signature ci-après, les membres du groupement, donnent mandat au mandataire identifié au I.1, qui l'accepte :

- pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public.

Désignation des membres du groupement <i>nom commercial dénomination sociale adresses établissement et siège social (si différente de celle de l'établissement), adresse électronique numéros de téléphone numéro SIRET</i>	Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature + Signature

I.2.2. En cas de groupement conjoint, répartition des prestations

Membre du groupement <i>nom commercial dénomination sociale</i>	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant € HT de la prestation

I.3. Compte (s) à créditer (Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.)

☐ Nom de l'établissement bancaire :

☐ Numéro de compte :

I.4. Avance ([article R. 2191-3](#) du code de la commande publique)

☐ Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ (cocher si renonciation)

Signature du marché public par le titulaire individuel ou le mandataire du groupement :
(Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente)

II. ATTRIBUTION

Le commissaire général de 2^{ème} classe Marc LEMOINE,
directeur de la plate-forme commissariat Ouest de Rennes,
attribue :

- ☐ Lot 1 : Formation de conduite en motocyclisme, locations de circuits et de véhicules (motos, quads, SSV) au profit d'unités du Ministère des Armées.
- ☐ Lot 2 : Formation de conduite dynamique en véhicules sur circuit toutes surfaces au profit d'unités du Ministère des Armées.
- ☐ Lot 3 : Formation de conduite dynamique en véhicules sur plateforme toutes surfaces au profit d'unités du Ministère des Armées.

A Rennes, le

Signature